



**N° DP 25/50**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU QUAI DU CHEMIN DE RONDE DE LA TOUR ROYALE POUR LES BESOINS DU TOURNAGE DE LA SERIE "TOM ET LOLA"**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** les articles L. 322-1 à L. 322-13 du Code de l'Environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**VU** la demande de la société DEMD Productions de disposer d'espaces décors sur le quai du chemin de Ronde de la Tour Royale pour les besoins de la série dénommée « Tom et Lola » les 16 et 17 janvier 2025 inclus,

**CONSIDERANT** que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

**CONSIDERANT** que le quai du chemin de Ronde de la Tour Royale est la propriété du Ministère des Armées,

**CONSIDERANT** que celui-ci est mis à disposition à titre gracieux de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par une convention d'occupation signée le 29 novembre 2024,

**CONSIDERANT** l'intérêt général que revêt le projet sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en termes de retombées économiques et d'attractivité,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE METTRE** à disposition de la société DEMD Productions des espaces définis dans la convention, ci-annexée.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention ci-annexée définissant les conditions de la mise à disposition.

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

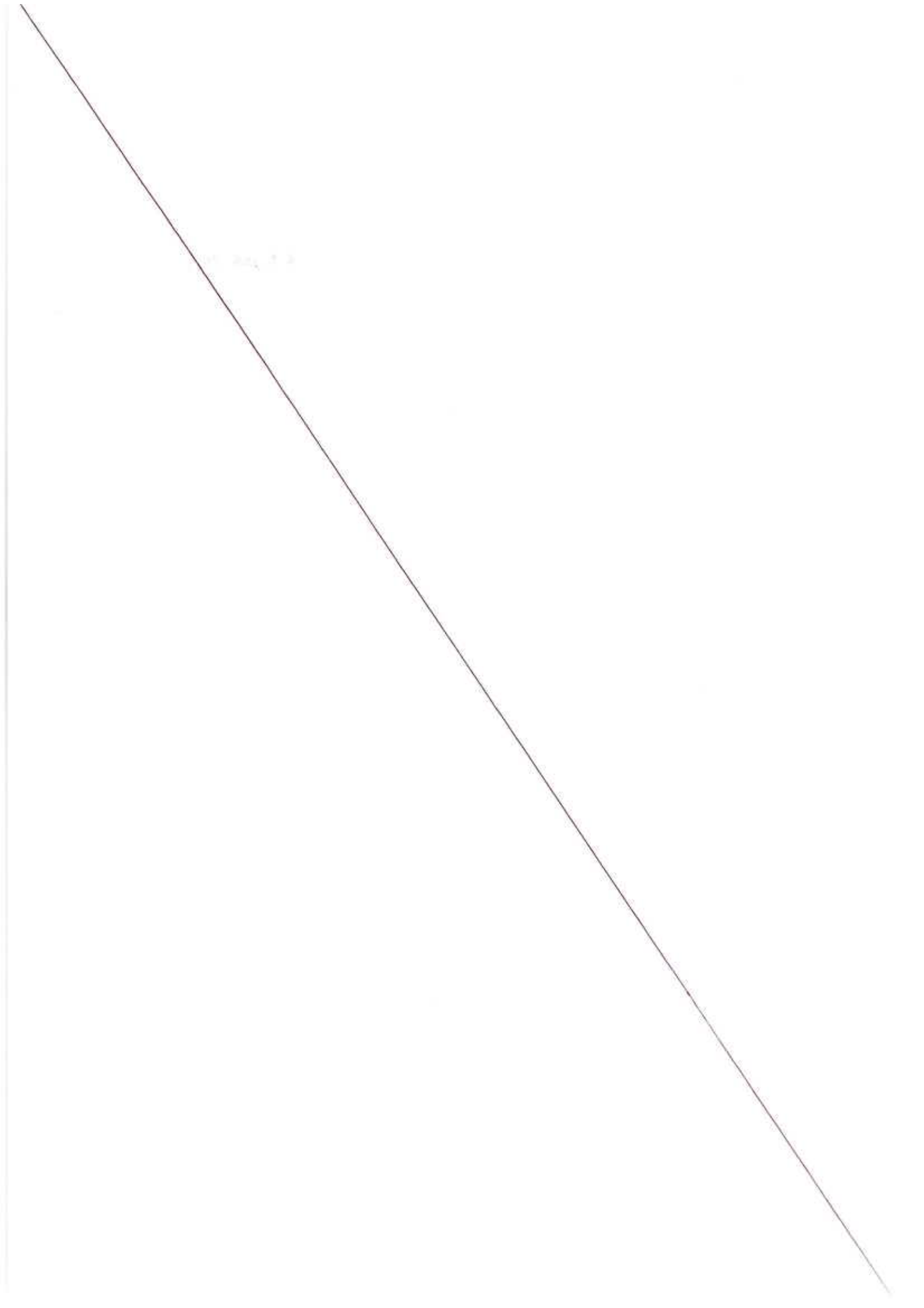
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **31 JAN. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
DU QUAI DU CHEMIN DE RONDE DE LA TOUR ROYALE  
POUR LES BESOINS D'UN TOURNAGE**

**Entre**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean Pierre-GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP

***Ci-après dénommée « la Métropole »***

D'une part,

**Et**

La société DEMD Productions, ayant son siège social à 46 avenue de Breteuil 75007 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 377 608 377 ; Code APE : 5911A, N° TVA Intracommunautaire : FR 70 377 608 377, représentée par Sébastien PAVARD, en sa qualité de Directeur général, dûment habilité aux fins des présentes,

***Ci-après dénommée « la Production »***

D'autre part.

## **Article 1 – Objet de la convention**

La Métropole met à disposition de la Production dans le cadre du tournage de la série intitulée provisoirement ou définitivement « Tom & Lola » dénommé ci-après "l'œuvre réalisé par Denis THYBAUD, les lieux ci-dessous- décrits, dont elle déclare être le propriétaire ou le gestionnaire pouvoir en disposer librement et/ou avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

### **Décor :**

- Quai du chemin de Ronde de la Tour Royale à Toulon

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

La Métropole autorise la Production à procéder à des prises de vues et enregistrements, ainsi qu'à des éventuels aménagements provisoires de décors pour les besoins du tournage de l'œuvre dans les lieux.

La Métropole autorise la Production à reproduire et représenter l'image des lieux objets de la présente convention afin de permettre l'exploitation de l'œuvre.

La Production atteste que l'œuvre n'a pas de caractère pornographique.

## **Article 2 – Durée de la mise à disposition**

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de la Production pour les besoins du tournage, du jeudi 16 janvier 2025 06h00 au vendredi 17 janvier 2025 20h00.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

## **Article 3 – Conditions financières**

La mise à disposition des lieux est consentie à titre gracieux.

## **Article 4 – Incessibilité des droits**

La présente convention étant conclue intuitu personae, la Production ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

## **Article 5 - Etat des lieux**

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue des prises de vues. Un état des lieux sera effectué conjointement par un représentant de la Métropole et de la Production à l'entrée dans les lieux, ainsi qu'à l'issue de la remise en état. Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la Production et de ses équipes devra être constaté par l'agent de la Métropole présent sur les lieux.

## **Article 6 – Conditions d’occupation**

La Production occupera les espaces paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités.

L'équipe de tournage de l'œuvre utilisant les lieux mis à disposition se compose d'environ 35 personnes.

Toute personne étrangère au tournage, à l'exception des représentants de la Métropole, n'est pas admise sur les lieux mis à disposition, à charge de la Production d'y veiller.

Il est interdit à la Production de consentir une quelconque sous-location des lieux mis à sa disposition.

La Métropole pourra visiter les lieux mis à disposition ou les faire visiter par toute personne mandatée par elle, pour la surveillance et l'entretien des lieux et des installations communes ou privées toutes les fois que cela sera nécessaire sous réserve d'en prévenir la Production.

## **Article 7 – Prescriptions techniques**

Pour les besoins du tournage, la production est autorisée à déplacer les rochers identifiés sur les photos annexées à la présente convention et selon les modalités suivantes :

- Déplacement des rochers le 15 janvier 2025,
- Remise en place des rochers le 20 janvier 2025, selon les directives des agents de l'antenne métropolitaine présents sur les lieux.

La production communiquera en amont à la Métropole ;

- Les coordonnées du prestataire en charge de cette opération
- Les horaires précis de l'opération

Par ailleurs, la production veillera au respect de l'arrêté portant délimitation d'un périmètre de sécurité et interdiction d'accès - jetée entre la tour royale et la plage de Pipady annexé à la présente convention.

La Production laissera accessible la servitude de passage pour les usagers du sentier du littoral, durant la période de tournage. En cas de nécessité absolue d'interdire l'accès aux usagers, la Production sollicitera un arrêté de fermeture auprès de la Ville de Toulon.

De plus la Production devra s'assurer du nettoyage des lieux une fois le tournage réalisé.

## **Article 8 – Engagements réciproques des parties**

### **8.1. Désignation d'un référent**

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteur privilégié durant toute la durée du tournage, aux dates et aux horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Production,

- Boris LAURENT en sa qualité de régisseur général, email : [boris.regie@gmail.com](mailto:boris.regie@gmail.com) - tél : 06 10 59 20 97

- Pour la Métropole

- Barbara OCCHINI, Service d'Accueil des Tournages, email : [baocchini@metropoletpm.fr](mailto:baocchini@metropoletpm.fr) -



tél : 07 84 66 80 39

- Jonathan MARTIN, Service d'Accueil des Tournages, email : [jmartin@metropoletpm.fr](mailto:jmartin@metropoletpm.fr) - tél : 06 10 58 30 48
- Olivier BADIE, Directeur des Espaces Verts, Antenne métropolitaine de Toulon, email : [obadie@metropoletpm.fr](mailto:obadie@metropoletpm.fr) – Portable : 06.89.49.45.44

## 8.2. Engagements de la Métropole

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre afin de faciliter la réalisation du tournage dans les Lieux, sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux. La Métropole donnera notamment les accès nécessaires aux lieux pour les salariés de la Production et des personnes associées pour l'installation et l'exécution des opérations telles que prévues à l'article 1.

La Métropole s'engage à garder confidentielles les informations relatives à l'œuvre et au tournage et à ne divulguer aucune information ou image sans accord préalable de La Production.

## 8.3. Engagements de la Production

Dans le cadre de la communication institutionnelle de la Métropole, la Production s'engage à :

- Inscrire au générique de l'œuvre une mention de remerciement à destination du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et du Maire de la commune de Toulon et faire apparaître leur logo respectif,
- Remettre à titre gratuit à la Métropole des photographies du tournage après la date de sortie de l'œuvre en France,
- Octroyer à titre gratuit un droit d'usage de l'affiche de l'œuvre en format numérique, sous réserve de l'accord de la Production quant à son utilisation,
- Organiser sur le territoire une avant-première ou une projection privée de l'œuvre en présence de l'équipe,
- Evoquer, chaque fois que cela s'y prête et dans la mesure du possible, le territoire de la Métropole notamment lors des entretiens avec des journalistes ou lors de la promotion de l'œuvre,
- Remettre à l'issue du tournage une évaluation des dépenses et des emplois sur le territoire métropolitain dans le document intitulé « fiche retombées économique d'un tournage »,
- Autoriser le Bureau d'Accueil des tournages TPM à réaliser des prises de vue du tournage dans le cadre de sa communication institutionnelle avec l'accord préalable de la Production,
- Ne pas dégrader l'image de la Métropole que ce soit à l'occasion du tournage, lors de la promotion de l'œuvre, ou toute autre circonstance.

## **Article 9 – Aménagement**

De manière générale, tout aménagement modifiant l'état des lieux actuel devra être soumis à l'approbation de la Métropole. L'ensemble de ces aménagements devra répondre aux normes de sécurité incendie et d'hygiène et toute préconisation émise par la Métropole.

La Métropole se réserve le droit de retirer tout objet mobilier qu'elle ne désire pas mettre à la disposition du tournage.

Le cas échéant, le prêt de matériel spécifique peut être envisagé. Tous les matériels prêtés sur site



pour l'aménagement ou le décor du lieu de tournage, en fonction du scénario et sous réserve de l'accord de la Métropole, seront restitués en parfait état de marche et remis à leur emplacement d'origine.

La Production prend en charge l'installation éventuelle de groupe électrogène.

#### **Article 10 – Annulation – Report tournage**

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être, en tout ou partie, effectué aux dates prévues à l'article 2, la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Dans ce cadre, les conditions financières sont susceptibles d'évoluer.

#### **Article 11 – Responsabilités - Assurances**

##### **Article 11.1 Responsabilités**

La Production demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Le seul cas d'exonération de la Production est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

La Production est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Production s'engage à entretenir et à conserver raisonnablement les emplacements et les locaux mis à disposition.

##### **Article 11.2 Assurances**

La Production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux ou sur le site ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Production devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire

effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Production ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Production, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Production.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

### **Article 12 – Résiliation – retrait de l'autorisation**

La Production peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la Production ne pourra prétendre à aucune indemnité.

### **Article 13 – Droits cédés**

La Métropole accorde l'autorisation à la Production, dans le cadre de l'œuvre et sa promotion, de représenter et de reproduire sur tout support connu ou inconnu à ce jour pour le monde entier et sans limitation de durée et sans qu'aucune rémunération supplémentaire ne soit due à la Métropole, qu'il s'agisse d'utilisations commerciales ou non commerciales, les séquences filmées dans les lieux de tournage.

La Production pourra effectuer toutes coupures de montage nécessaires à partir des enregistrements et des prises de vues cinématographiques.

Tout ameublement et tout objet appartenant aux lieux et mis à la disposition de la Production sont libres de tout droit de reproduction et de représentation pour l'exploitation de l'œuvre et sa promotion. La Métropole garantit la Production contre toute action en contrefaçon qui pourrait lui être intentée du fait de son utilisation.

Dans le cas où se trouveraient des œuvres protégées dans les lieux faisant l'objet du présent contrat, la Métropole devra les signaler par écrit à la Production afin qu'elle puisse les retirer si elle ne désire pas qu'elles soient reproduites à l'occasion des prises de vues. En cas de signalement par écrit par la Métropole et d'utilisation des œuvres protégées dans le cadre de l'œuvre par la Production, celle-ci s'engage à obtenir les autorisations nécessaires relatives à ces œuvres protégées et garantit la Métropole contre tous recours qui pourraient être exercés à son égard à ce sujet.

### **Article 14 – Droits à l'image**

La Production s'engage à ne pas utiliser des prises de vues, de visiteurs ou de membres du personnel, sans leur autorisation écrite. Il appartient à la Production de préciser, dans le document qu'elle soumettra à la signature des intéressés, la nature et les conditions d'exploitation de leur image. Les photographies sont prises sous l'entière responsabilité de la Production et elle ne saurait en aucune manière appeler la Métropole en garantie en cas de litige consécutif à une utilisation répréhensible de l'image des personnes photographiées.

## **Article 15 – Dispositions diverses**

### **15.1. Litiges**

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

### **15.2. Réglementation applicable**

La Production est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la Production.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

**Pour la Société DEMD Productions**

**Erika WICKE DE HAECK**  
**La Productrice**

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN,**  
**Le Président**



# VILLE DE TOULON

Hôtel de Ville – Avenue de la République – CS 71407 – 83056 TOULON Cedex – 04 94 36 30 00

Service Contentieux

**AR/AJ/2024/18**

Yannick LEHOUELLEUR

Bertrand MEONI

Affaire suivie par Sandie L'HERMITTE

## ARRETE PORTANT DELIMITATION D'UN PERIMETRE DE SECURITE ET INTERDICTION D'ACCES - JETEE ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA PLAGE DE PIPADY

**Josée MASSI**, Maire de TOULON,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2 et suivants ;

**CONSIDERANT** l'AOT accordée par l'Etat à la métropole Toulon Provence Méditerranée relative notamment au transfert de gestion de l'ouvrage dit le Havre de Pipady comportant la jetée, la digue, l'enrochement, le bâti aérien et le môle ;

**CONSIDERANT** l'affaissement de la dalle de béton de la jetée située entre la Tour Royale et la plage de Pipady ;

**CONSIDERANT** que cet affaissement crée d'importantes fissures sur la dalle pouvant être source d'accidents en cas d'accès à cet ouvrage par le public ;

**CONSIDERANT** la mise en danger des usagers empruntant ce cheminement ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de prendre toutes mesures afin d'assurer la sécurité sur le territoire de la commune ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Un périmètre de sécurité est instauré au droit de la jetée tel qu'indiqué dans le plan annexé au présent arrêté.

Il est interdit à toute personne, à l'exception des personnes chargées d'y réaliser des travaux de réparation et ou de sécurisation et au personnel des services publics, d'accéder à l'emprise ainsi définie.

Ce périmètre de sécurité est constitué de barrières ainsi que par la pose de signalisations.

**ARTICLE 2 :** Cette interdiction prend effet à compter du jour de signature du présent arrêté et prendra fin au jour de la réalisation des travaux permettant de lever tout risque pour la sécurité des personnes et des biens.

**ARTICLE 3 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine, CS 40510, 83041 TOULON Cedex 09 ou via l'application Télérecours dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Toulon est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est faite à Monsieur le Préfet du Var, Monsieur le Président de la métropole Toulon Provence Méditerranée, Monsieur le Directeur de la Police Municipale.

Fait à TOULON en l'Hôtel de ville, le 20 août 2024

**Josée MASSI**  
Maire de TOULON

Transmis au contrôle de légalité le :

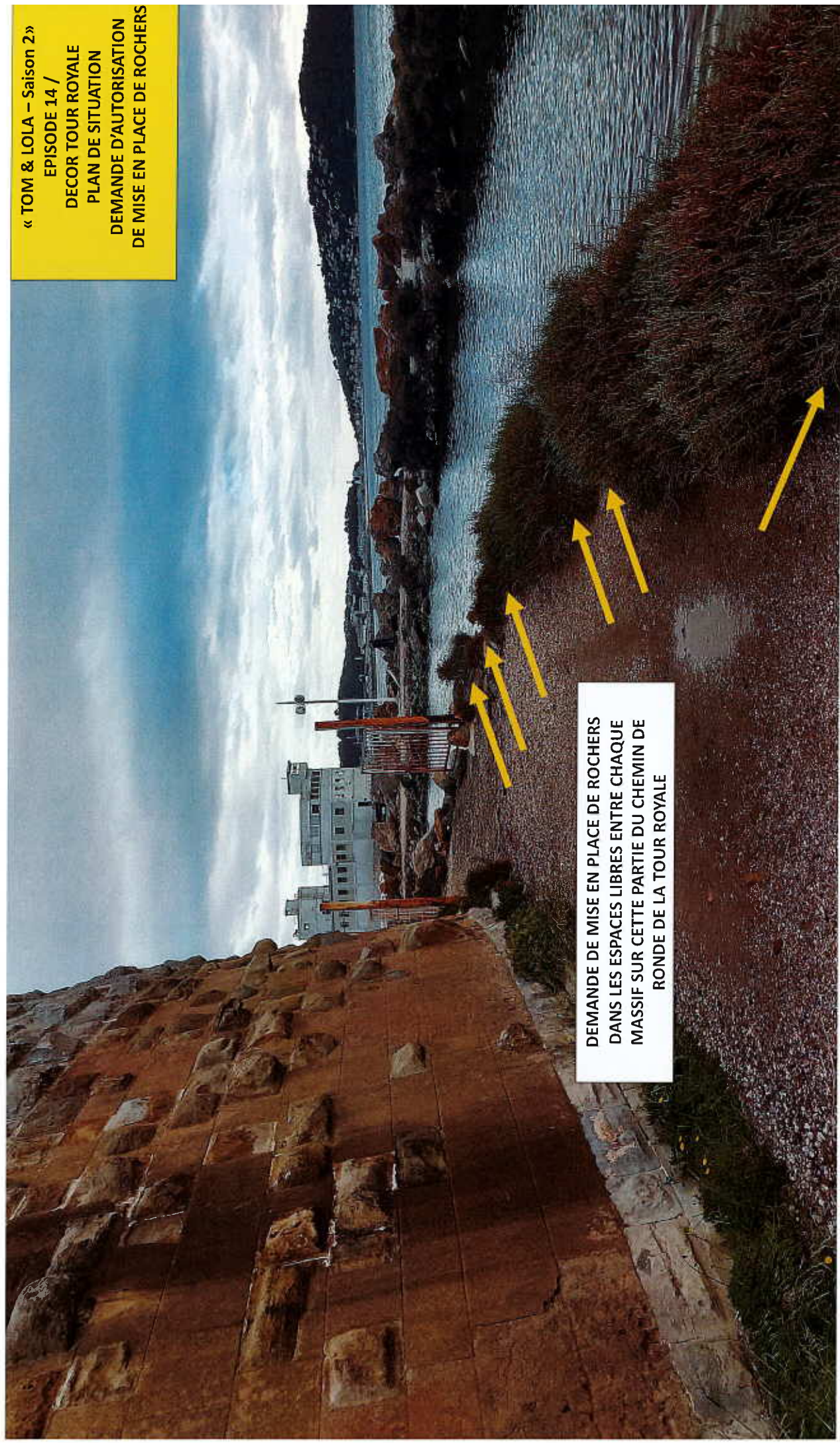
Accusé de réception le :

Affiché le :

Notifié le :

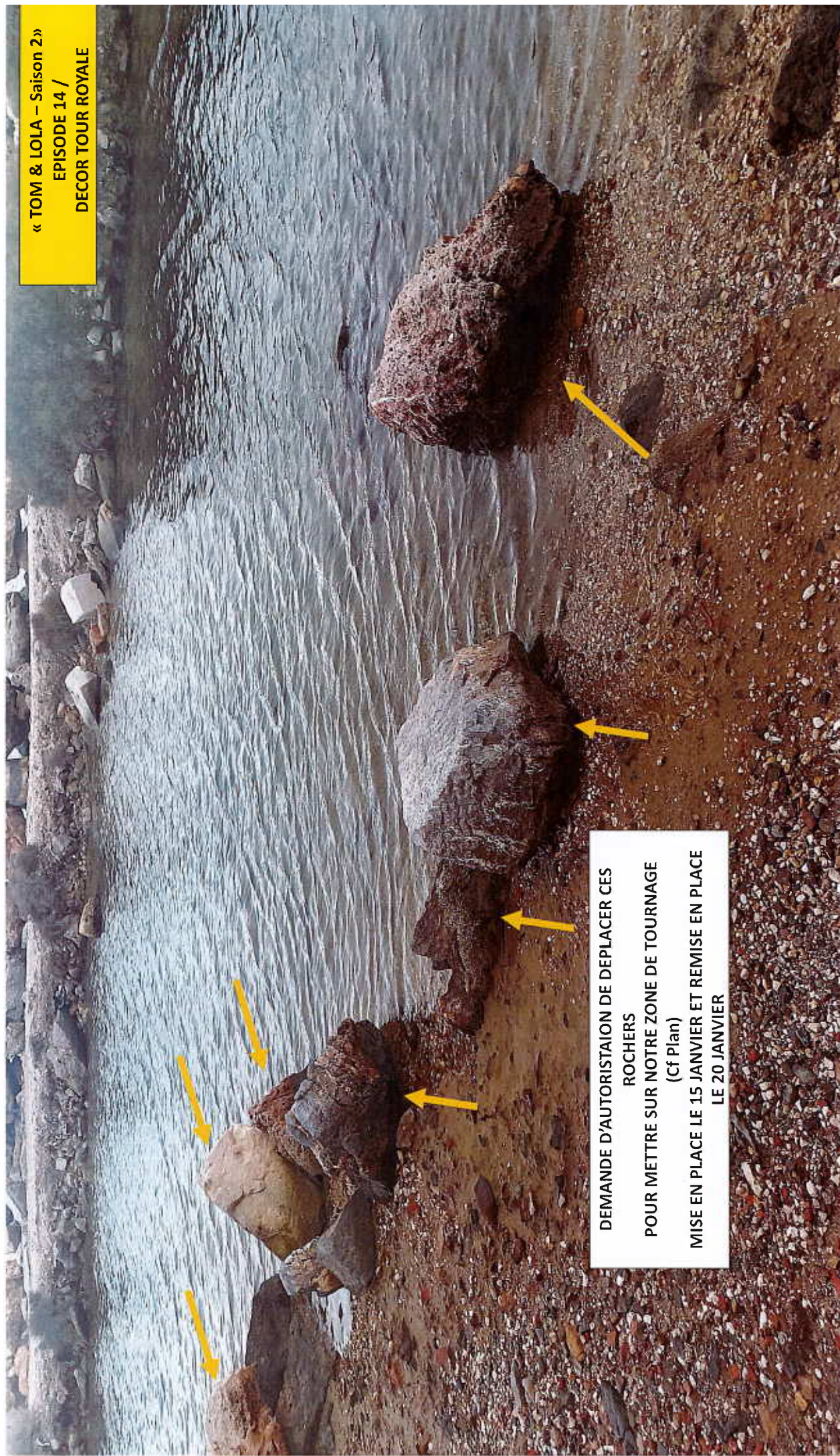






DEMANDE DE MISE EN PLACE DE ROCHERS  
DANS LES ESPACES LIBRES ENTRE CHAQUE  
MASSIF SUR CETTE PARTIE DU CHEMIN DE  
RONDE DE LA TOUR ROYALE





DEMANDE D'AUTORISATION DE DEPLACER CES  
ROCHERS  
POUR METTRE SUR NOTRE ZONE DE TOURNAGE  
(Cf Plan)  
MISE EN PLACE LE 15 JANVIER ET REMISE EN PLACE  
LE 20 JANVIER